

Crise financière: quelles mesures prendre?

Aucun pays comparable à la Suisse n'abrite un secteur financier aussi important. Le risque n'en est que plus démesuré. Le bilan cumulé des deux grandes banques helvétiques représente plus de six fois le produit intérieur brut (PIB) du pays. Le sauvetage de l'UBS a montré que des moyens gigantesques sont nécessaires lorsqu'il s'agit d'aider l'une d'elles, ne serait-ce que partiellement. Pour protéger l'économie suisse, il faut donc prendre des mesures afin d'empêcher qu'une nouvelle crise bancaire n'éclate et, en particulier, qu'une grande banque ne se retrouve insolvable.

Une des principales causes de l'actuelle crise bancaire sont les bonus excessifs versés aux managers – notamment la rémunération des cadres supérieurs sous forme d'actions et d'options. Ils sont en effet incités à prendre d'énormes risques pour les valoriser. Ainsi, la direction de l'UBS a racheté depuis 2000 pour plus de 30 milliards de francs d'actions, au lieu de constituer des réserves, qui ont fait défaut lorsque la crise a accumulé les pertes. Les mesures annoncées à ce jour pour décourager de pareilles motivations sont beaucoup trop molles. Le plus efficace serait de verser des salaires fixes modérés. Les systèmes de bonus-malus ont échoué. Avant la crise déjà, une part considérable de la rémunération des managers était versée sous forme de participations de collaborateur liées à des avantages fiscaux. Cela n'a pas empêché des transactions très risquées.

Plus de fonds propres

Il est très difficile d'évaluer les risques. En plus de prescriptions relatives aux fonds propres, complexes et axées sur les risques, il faut des instructions «applicables en tout temps» quant au volume du capital propre dont les grandes banques doivent disposer. Le taux de levier introduit par la Commission fédérale des banques (CFB) est une réponse à ce problème. Pour protéger l'économie suisse, les grandes banques doivent détenir suffisamment de fonds propres pour pouvoir affronter d'importantes pertes. Il y a lieu de se demander si les nouvelles règles de la CFB en la matière répondront à ces exigences. Si une banque qui doit payer des primes de risque considérables sur le marché des capitaux satisfait déjà aux nouveaux critères, c'est que ces prescriptions sont manifestement trop modérées. Ou on les renforce ou, si ce n'est pas possible, on étudie d'autres mesures afin de réduire le risque que les grandes banques font courir à l'économie suisse – comme le cloisonnement de certains secteurs bancaires.



Daniel Lampart
Économiste en chef
à l'Union syndicale suisse
USS, Berne

Un grand besoin de régulation

La crise bancaire pose des questions fondamentales sur l'actuel système financier. Ces dernières années, le volume des diverses caté-

gories de titres peu ou pas régulés (produits dérivés, titrisations...) a véritablement explosé. Par exemple, le secteur des couvertures sur défaillance («Credit Default Swaps») a atteint en peu d'années un volume quatre fois supérieur au PIB américain. Ces titres recèlent des risques parfois considérables pour l'économie. Or actuellement, on ignore s'ils sont compensés de quelque manière que ce soit. Ajoutons-y les bulles spéculatives qui, sur les marchés des valeurs, sont manifestement plus fréquentes dans un contexte de faible inflation. Même si l'on peut prouver l'utilité économique de certains titres et, surtout, de catégories de produits dérivés, le besoin de régulation n'en demeure pas moins très important. Un renforcement de la réglementation augmenterait aussi les coûts de transaction, ce qui diminuerait vraisemblablement la formation de bulles spéculatives.

Un autre problème provient des agences de notation. Leurs évaluations sont des biens publics, alors que, paradoxalement, elles sont privées et mandatées par les entreprises elles-mêmes. De ce point de vue, des agences publiques liées à une institution internationale (p. ex. le FMI) représenteraient une bien meilleure solution. Le contrôle des banques est absolument insuffisant. Il doit bénéficier de ressources supplémentaires et d'une indépendance maximale par rapport aux établissements surveillés. Il est important de renforcer la protection des déposants; ceci vaut également pour les comptes de libre passage.

Une juste répartition des revenus

Les problèmes économiques actuels découlent indirectement de l'inégale répartition des revenus observée ces dernières années. Lorsque les bas et moyens revenus stagnent alors que les hauts revenus augmentent, des déséquilibres économiques apparaissent (sous forme, par exemple, d'un alourdissement de l'endettement des bas revenus) dont la correction s'avère extrêmement douloureuse. L'exemple des États-Unis le montre clairement. Par conséquent, les mesures destinées à renforcer les bas et moyens revenus n'aideront pas seulement à soutenir la conjoncture, mais auront aussi un effet préventif en cas de nouvelles crises. ■